

2° dans le Code des taxes assimilées au timbre, le titre premier, comprenant les articles 1<sup>er</sup> à 15, rétabli par la loi du 27 décembre 1977 et modifié par les lois des 8 août 1980, 23 juillet 1981, 28 décembre 1983, 31 juillet 1984, 22 décembre 1989, 17 janvier 1990 et 16 février 1990 et par l'arrêté royal du 17 octobre 1980.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1993.  
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Firenze, le 25 mai 1993.

### BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 93 — 1273

17 MARS 1993. — Loi relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi on entend par :  
a) « végétaux » : les plantes vivantes et les parties vivantes de plantes, y compris les fruits frais et les semences;  
b) « produits végétaux » : les produits d'origine végétale transformés ou non, pour autant qu'il ne s'agisse pas de végétaux.

Art. 2. En application de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, il est institué au Ministère de l'Agriculture un « Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux », ci-après dénommé « Le Fonds ».

Le Fonds est géré par un conseil dont l'organisation, la composition et le fonctionnement sont arrêtés par le Roi.

Art. 3. Le Fonds a pour but d'intervenir dans le financement des indemnités, des subventions et prestations en ce qui concerne :

- 1° la protection des obtentions végétales;
- 2° l'inscription de variétés aux catalogues;
- 3° le contrôle du matériel de reproduction;
- 4° le contrôle de qualité des végétaux et produits végétaux;
- 5° le contrôle phytosanitaire d'exploitations ayant des productions végétales;
- 6° le contrôle phytosanitaire des végétaux et des produits végétaux à l'importation dans et à l'exportation hors des Communautés européennes;
- 7° le dépistage et la lutte contre les organismes nuisibles, l'exécution d'analyses, la réalisation de campagnes de lutte, l'acquisition et la diffusion d'informations et les conseils donnés en vue d'empêcher la dissémination de ces organismes nuisibles.

(1) *Session ordinaire 1992-1993.*

Sénat.

544-1 : Projet de loi. — 544-2 : Rapport.

*Annales parlementaires.* — 21 et 23 décembre 1992.

Chambre des représentants.

834/1 : Projet transmis par le Sénat. — 834/2 : Amendements. — 834/3 : Rapport.

*Annales parlementaires.* — 5 mars 1993.

2° in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, titel 1, die de artikelen 1 tot 15 omvat, hersteld door de wet van 27 december 1977 en gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 23 juli 1981, 28 december 1983, 31 juli 1984, 22 december 1989, 17 januari 1990 en 16 februari 1990 en bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1980.

Art. 5. Deze wet treedt in werking op 1 juni 1993.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Firenze, 25 mei 1993.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

### MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 93 — 1273

17 MAART 1993. — Wet betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :  
a) « planten » : de levende planten en de levende delen van planten met inbegrip van de verse vruchten en de zaden;  
b) « plantaardige produkten » : de voortbrengselen van plantaardige oorsprong al dan niet verwerkt, voor zover het geen planten betreft.

Art. 2. Met toepassing van artikel 45 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt bij het Ministerie van Landbouw een « Begrotingsfonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten » ingesteld, hierna « het Fonds » te noemen.

Het Fonds wordt beheerd door een raad waarvan de organisatie, de samenstelling en de werkwijze door de Koning worden bepaald.

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel tussen te komen in de financiering van vergoedingen, toelagen en prestaties met betrekking tot :

- 1° het beschermen van de kweekprodukten;
- 2° het inschrijven van rassen in catalogi;
- 3° de controle van het teeltmateriaal;
- 4° de kwaliteitscontrole van planten en plantaardige produkten;
- 5° de fytosanitaire controle van bedrijven met plantaardige produkties;
- 6° de fytosanitaire controle van planten en plantaardige produkten bij invoer in en uitvoer uit de Europese Gemeenschappen;
- 7° het opsporen en bestrijden van schadelijke organismen, het uitvoeren van analyses, het opzetten van bestrijdingscampagnes, het verzamelen en verspreiden van informatie en het verstrekken van adviezen met het oog op het verhinderen van de verspreiding van deze schadelijke organismen.

(1) *Gewone zitting 1992-1993.*

Senaat.

544-1 : Ontwerp van wet. — 544-2 : Verslag.

*Parlementaire Handelingen.* — 21 en 23 december 1992.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

834/1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — 834/2 : Amendementen. — 834/3 : Verslag.

*Parlementaire Handelingen.* — 5 maart 1993.

**Art. 4. Le Fonds est alimenté par :**

1<sup>o</sup> des cotisations imposées par le Roi en application de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, à charge des personnes physiques ou morales qui produisent, commercialisent, transportent, traitent, transforment, importent ou exportent des végétaux ou des produits végétaux;

2<sup>o</sup> des sommes, des redevances et des rétributions imposées par le Roi en application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, et § 2, de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 9, de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, et § 2, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990, ainsi que des articles 44 et 45 de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales;

3<sup>o</sup> des contributions volontaires;

4<sup>o</sup> des recettes provenant du concours des Communautés européennes aux dépenses effectuées par le Fonds;

5<sup>o</sup> des augmentations et des intérêts des cotisations visées sub 1<sup>o</sup>, ainsi que les intérêts des paiements visés sub 2<sup>o</sup>.

**Art. 5. Le Roi, après avis du Conseil du Fonds, détermine le montant des cotisations ainsi que les modalités de leur perception. Sans préjudice des peines visées à l'article 8 de la présente loi, le Roi détermine également les conséquences du non-paiement ou du paiement tardif des cotisations.**

Les cotisations visées par l'article 4, 1<sup>o</sup>, peuvent être prélevées pour les végétaux ou produits végétaux qui sont produits, commercialisés, transportés, traités, transformés, importés ou exportés. Elles peuvent être prélevées également pour les entreprises qui produisent, commercialisent, transportent, traitent, transforment, importent ou exportent des végétaux ou produits végétaux.

Elles peuvent notamment être fixées forfaitairement, en fonction de l'importance de l'entreprise, en fonction des risques phytosanitaires liés aux végétaux ou aux produits végétaux ou aux entreprises ou en fonction de l'importance des prestations phytosanitaires.

L'arrêté royal pris en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé lorsqu'il n'a pas été ratifié par les Chambres législatives dans l'année qui suit celle de sa publication au *Moniteur belge*.

Le programme des dépenses du Fonds est décidé par le Ministre de l'Agriculture, après avis du Conseil du Fonds. Il peut déterminer des montants à verser au Trésor public.

En outre, le Conseil du Fonds donne son avis sur toutes les questions dont l'examen lui est confié par le Ministre et il peut lui soumettre toute proposition relative au champ d'application du Fonds.

**Art. 6. Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Budget, le Roi fixe le règlement spécial concernant la gestion du Fonds.**

**Art. 7. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions relatives aux cotisations visées à l'article 4, 1<sup>o</sup>, de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires des parquets, par les membres de la gendarmerie et de la police communale, par les ingénieurs de l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture du Ministère de l'Agriculture et par d'autres fonctionnaires ou agents désignés par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.**

Les procès-verbaux établis par ces agents de l'autorité font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est notifiée aux auteurs de l'infraction dans les huit jours de la constatation.

Les mêmes agents de l'autorité ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès en tout temps aux exploitations y compris les bâtiments des exploitations et véhicules.

Ils ne peuvent pas procéder à la visite des lieux servant à l'habitation si ce n'est en vertu d'une autorisation du juge au tribunal de police.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles.

**Art. 8. Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères, fixées par le Code pénal ou par des lois pénales particulières, est puni d'une amende de cent à cinq mille francs :**

— celui qui ne paie pas la cotisation ou qui ne paie pas la totalité de la cotisation dans les délais ou,

**Art. 4. Het Fonds wordt gestijfd door :**

1<sup>o</sup> bijdragen opgelegd door de Koning met toepassing van artikel 5, eerste lid, ten laste van natuurlijke personen en rechtspersonen die planten of plantaardige producten voortbrengen, verhandelen, vervoeren, bewerken, verwerken, invoeren of uitvoeren;

2<sup>o</sup> bedragen, rechten en vergoedingen opgelegd door de Koning met toepassing van artikel 2, § 1, 6<sup>o</sup>, en § 2, van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeveelt, artikel 2, § 1, 9, van de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, artikel 3, § 1, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>, en § 2, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990, alsmede de artikelen 44 en 45 van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekproducten;

3<sup>o</sup> vrijwillige bijdragen;

4<sup>o</sup> de ontvangsten voortkomend uit de deelneming van de Europese Gemeenschappen in de uitgaven van het Fonds;

5<sup>o</sup> verhogingen en interesten van de bijdragen bedoeld sub 1<sup>o</sup>, alsmede de interesten van de betalingen bedoeld sub 2<sup>o</sup>.

**Art. 5. De Koning bepaalt, na advies van de Raad van het Fonds, het bedrag van de bijdragen, evenals de regels voor de inning ervan. Onverminderd de straffen bedoeld in artikel 8 van deze wet bepaalt de Koning eveneens de gevolgen van het niet-betalen of het laat-tijdig betalen van de bijdragen.**

De bijdragen bedoeld in artikel 4, 1<sup>o</sup>, kunnen worden geheven op de planten of plantaardige producten die worden voortgebracht, verhandeld, vervoerd, bewerkt, verwerkt, ingevoerd of uitgevoerd. Zij kunnen eveneens worden geheven op de ondernemingen die planten of plantaardige producten voortbrengen, verhandelen, vervoeren, bewerken, verwerken, invoeren of uitvoeren.

Zij kunnen inzonderheid forfaitair worden vastgesteld, in verhouding tot de omvang van de onderneming, in verhouding tot de fytosanitaire risico's verbonden aan de planten of plantaardige producten of ondernemingen of in verhouding tot de omvang van de fytosanitaire prestaties.

Het koninklijk besluit genomen krachtens het eerste lid wordt opgeheven wanneer het door de Wetgevende Kamers niet geratificeerd werd in het jaar volgend op dat van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het programma van de uitgaven van het Fonds wordt vastgelegd door de Minister van Landbouw na advies van de Raad van het Fonds. Hij kan bedragen bepalen die in de Schatkist worden gestort.

Bovendien geeft de Raad van het Fonds zijn advies betreffende alle vragen waarvan het onderzoek hem door de Minister wordt opgedragen en kan hij hem elk voorstel voorleggen betreffende het toepassingsdomein van het Fonds.

**Art. 6. Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Begroting stelt de Koning het bijzonder reglement betreffende het beheer van het Fonds vast.**

**Art. 7. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van de bepalingen met betrekking tot de bijdragen bedoeld in artikel 4, 1<sup>o</sup>, van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie, de ingenieurs van het Bestuur van Land- en Tuinbouw van het Ministerie van Landbouw en andere ambtenaren of agenten, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort.**

De door deze overheidspersonen opgemaakte processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift ervan wordt binnen acht dagen na de vaststelling ter kennis gebracht van de overtreders.

In de uitvoering van hun opdracht mogen dezelfde overheidspersonen de bedrijven, inbegrepen de bedrijfsgebouwen en de voertuigen ten allen tijde betreden.

Zij mogen de plaatsen die tot woning dienen slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank.

Zij kunnen zich alle voor het volbrengen van hun opdracht nodige inlichtingen en bescheiden doen verstrekken en overgaan tot alle nuttige vaststellingen.

**Art. 8. Onverminderd de toepassing in voorkomend geval van de strengere straffen, bepaald bij het Strafwetboek of bij bijzondere strafwetten, wordt gestraft met geldboete van honderd tot vijfduizend frank :**

— hij die de bijdrage niet betaalt of de volledige bijdrage niet tijdig betaalt of,

— celui qui s'oppose aux visites, inspections, contrôles ou demandes de renseignements ou de documents des agents de l'autorité prévus à l'article 7 de la présente loi ou qui, sciemment fournit des renseignements ou des documents inexacts ou incomplets.

En cas de récidive dans les trois ans d'une condamnation antérieure pour une infraction visée par le présent article, la peine est portée au double.

Toutes les dispositions du livre 1<sup>er</sup> du Code pénal, à l'exception du chapitre V, mais y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à l'infraction visée dans le présent article.

**Art. 9.** Les arrêtés fixant des sommes, des redevances ou des rétributions, pris en exécution de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales, de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, l'horticulture et de la pêche maritime ou de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, restent en vigueur jusqu'à leur abrogation explicite.

Le Roi détermine les dates à partir desquelles ces redevances ou ces rétributions sont versées au Fonds.

**Art. 10.** L'article 46 de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales est abrogé.

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

— hij die zich verzet tegen bezoeken, inspecties, controles of verzoeken om inlichtingen of documenten door de bij artikel 7 van deze wet bepaalde overheidspersonen of die wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen of documenten verstrekt.

Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling wegens een misdrijf bedoeld in dit artikel, wordt de straf verdubbeld.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek met uitzondering van hoofdstuk V maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op het in dit artikel bedoelde misdrijf van toepassing.

**Art. 9.** De besluiten waarbij bedragen, rechten of vergoedingen worden vastgesteld, genomen in uitvoering van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekproducten, de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten of de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige produkten schadelijke organismen, blijven van kracht tot aan hun uitdrukkelijke opheffing.

De Koning bepaalt de data vanaf welke deze rechten of deze vergoedingen aan het Fonds worden gestort.

**Art. 10.** Artikel 46 van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekproducten wordt opgeheven.

**Art. 11.** Deze wet treedt in werking op 1 januari 1993.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
A. BOURGEOIS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 93 — 1274

**19 AVRIL 1993.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, notamment l'article 32, § 2, alinéa 12, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 1989 et 23 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil du Fonds de la santé et de la production des animaux, donné le 24 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Agriculture, de Notre Ministre de la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux, modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. A tous les stades de la commercialisation ou de la production précédant l'abattage ou l'exportation, les cotisations obligatoires visées aux articles 2 et 3 sont répercutées totalement vers le

N. 93 — 1274

**19 APRIL 1993.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 december 1987 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, inzonderheid op artikel 32, § 2, twaalfde lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1987 betreffende verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 1989 en 23 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, gegeven op 24 oktober 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 december 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Landbouw, Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 december 1987 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. De verplichte bijdragen bedoeld in de artikelen 2 en 3, worden in alle stadia van verhandeling of produktie die de slachting of de uitvoer voorafgaan, geheel doorberekend naar de producent.